

Face aux sanctions occidentales, un autre capitalisme s'organise

Titre(s) : Face aux sanctions occidentales, un autre capitalisme s'organise [[périodique]]

Ensemble : Alternatives économiques 465

Editeur, producteur : 01/12/25

Description matérielle : pp.48-51

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 4

Résumé ou extrait : Depuis les années 1960, la proportion d'États touchés par des sanctions économiques est passée de 4 % à près de 27 %, soit un tiers de l'économie mondiale. Les sanctions, principalement imposées par les États-Unis grâce à l'extraterritorialité de leur droit et à la domination du dollar et des infrastructures financières américaines comme SWIFT, concernent aujourd'hui des pays tels que la Russie, l'Iran, le Venezuela, Cuba, la Biélorussie, le Burundi, la République démocratique du Congo, la Guinée, Haïti et le Mali. Les conséquences humaines sont massives : entre 1971 et 2021, les sanctions américaines et européennes auraient contribué à la mort de 38 millions de personnes dans 152 pays. Face à ces mesures, les États visés développent des stratégies de contournement et de résilience, donnant naissance à une économie de l'ombre structurée, qualifiée de " capitalisme miroir ". Les gouvernements apprennent à manoeuvrer dans cette zone grise, mettant en place des systèmes alternatifs pour maintenir leurs échanges commerciaux et financiers. Le troc connaît un regain d'intérêt, notamment dans le commerce des matières premières comme le pétrole et les minerais. Depuis 2023, la Russie et la Chine ont intensifié le recours au troc dans leurs échanges commerciaux. La Russie a publié un guide officiel pour encourager ses entreprises à utiliser le troc, a mis en place des plateformes spécialisées et prépare une bourse du troc. Ce type d'accord, bien que modeste par rapport au commerce monétaire traditionnel, est soutenu par les États concernés, en particulier ceux exclus du système financier international. Parallèlement, la Chine développe une stratégie institutionnalisée pour concurrencer l'hégémonie du dollar. En 2018, elle a lancé les premiers contrats à terme sur le pétrole libellés en yuan à la Bourse internationale de l'énergie de Shanghai, offrant ainsi une alternative aux pétrodollars. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a accéléré ce mouvement, permettant à la Chine de renforcer son rôle sur les marchés mondiaux des matières premières et de fragiliser des acteurs historiques comme le London Metal Exchange. Pour s'affranchir davantage des infrastructures financières occidentales, la Chine a lancé l'e-yuan (e-CNY), sa monnaie numérique de banque centrale, officiellement mise en circulation lors des Jeux olympiques d'hiver de Pékin en 2022. Cette monnaie numérique repose sur une infrastructure souveraine, indépendante des réseaux dominés par le dollar. En réaction, les États-Unis misent sur les stablecoins, des cryptomonnaies adossées au dollar, pour moderniser la domination du dollar dans l'économie numérique tout en maintenant l'extraterritorialité de leur droit. D'autres pratiques de contournement émergent, comme la finance islamique, qui représente aujourd'hui plus de 3 000 milliards de dollars d'actifs et environ 6 % du système bancaire mondial. Cette finance, conforme à la charia, interdit l'intérêt, la spéculation et l'incertitude excessive, et repose sur le partage des profits et des pertes.

En Russie, bien que la finance islamique soit encore embryonnaire, elle prend de l'ampleur depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Des institutions locales telles qu'Amal Finance House, LaRiba Finance, Zayed Fund et Sberbank (qui a annoncé en 2019 un portefeuille de finance islamique de 16 milliards de roubles, soit 250 millions de dollars) se sont développées. En août 2023, une loi fédérale a légitimé la finance islamique à titre expérimental dans quatre régions : le Tatarstan, le Daghestan, la Tchétchénie et le Bachkortostan. La Russie compte près de 26 millions de musulmans sur une population totale de 140 millions, et dans les régions à majorité musulmane, le vote pour Vladimir Poutine dépasse 80 %. La finance islamique devient ainsi un instrument d'intégration culturelle et de consolidation du socle électoral, tout en servant de vitrine pour renforcer les liens avec le monde musulman, notamment dans le cadre de la doctrine de la " Grande Eurasie ". Les résultats économiques de ces stratégies sont tangibles : en 2022, le chiffre d'affaires commercial entre la Russie et les Émirats arabes unis a augmenté de 68 % par rapport à 2021, atteignant 9 milliards de dollars. Enfin, la politique commerciale américaine évolue également, les hausses massives de droits de douane étant désormais utilisées comme des sanctions déguisées, confondant droits de douane et sanctions économiques en instruments du leadership américain. Les États sanctionnés apprennent ainsi à gérer l'incertitude et à inventer de nouvelles marges de manoeuvre, une tendance qui devrait s'accroître dans les prochaines années.

Sujet - Nom commun : Finance islamique

Relations économiques extérieures -- États-Unis

Relations économiques internationales